PrimaryCare

Die deutschsprachige Version dieses Artikels ist im Heft 28-29 von «PrimaryCare» erschienen.

«La première mission du médecin est de soigner et pas de poursuivre des buts politiques»

Interview avec le Conseiller fédéral Pascal Couchepin pour le «SSMG Info» 2/06

Questions posées par Bernhard Stricker et Bertrand Baumann

Votre médecin de famille a-t-il participé à la manifestation du 1er avril 06?
Je ne sais pas, je ne le lui ai pas demandé. Probablement que non. Je ne l'ai pas vu depuis une année; je n'ai donc pas eu l'occasion de m'entretenir avec lui sur ce sujet.

Quelle impression la manifestation vous a-t-elle laissé?
Elle a d'abord confirmé l'opinion que j'ai des médecins de premier recours, c'est-à-dire qu'ils jouissent d'une grande estime, de beaucoup de respect et d'un grand capital de sympathie auprès de la population. Et j'ai aussi constaté qu'ils exprimaient un malaise qu'ils n'arrivaient qu'avec difficulté à formuler concrètement, dont l'évolution de la société est probablement la première cause.

Avez-vous été surpris par son ampleur?
Non pas vraiment. Si l'ensemble de la profession avait été vraiment menacée de disparaître, il y aurait eu quatre fois plus de personnes.

Le 1er avril, les médecins de famille ne se sont pas contentés de manifester, mais ils ont également remis une pétition munie de 300 000 signatures. Comment interprétez-vous ce geste?
De ce point de vue, je ne suis pas étonné non plus, car je suis convaincu que la plus grande partie de la population nourrit ce même respect envers les médecins de famille. Si je n'étais pas un homme politique qui a pour devoir de trouver des solutions en impliquant toutes les parties, j'aurais aussi signé.

Trois revendications fondamentales ont été formulées lors de la manifestation, comme par exemple, l'amélioration des conditions de travail. Qu'en pensez-vous?
C'est un peu général! Que veulent les médecins de famille concrètement?

Toute une série de revendications concrètes ont été formulées. Prenons l'exemple des laboratoires en cabinet. Votre décision de réduire de 10% la valeur du point tarifaire pour les examens de laboratoire a remis en question la rentabilité de certains cabinets. Certains sont contraints d'externaliser cette activité. Cette décision ne sert ni les intérêts du patient ni l'efficacité des soins …
Je suis convaincu que les cabinets de médecin de famille continueront à avoir leurs propres laboratoires d'analyse et que cette activité pourra être conduite avec efficacité. La loi nous oblige à traiter tout le monde de la même manière, sans faire d'exception. En outre, je suis persuadé que la suppression de l'obligation de contracter permettra de résoudre ce problème. Mais c'est justement ce que la FMH ne veut pas comprendre. Si les médecins de famille entendent défendre réellement leurs intérêts à long terme, il leur faut convaincre la FMH que la suppression de l'obligation de contracter est tout à leur avantage. Ce n'est que par ce biais qu'ils auront la marge de manœuvre nécessaire pour effectuer eux-mêmes leurs analyses de laboratoire par exemple.

PASCAL COUCHEPIN
Pascal Couchepin est né le 5 avril 1942 à Martigny. Après avoir obtenu sa licence en droit à l'Université de Lausanne, sa carrière politique a débuté en 1968 avec son élection à l'exécutif de Martigny, dont il est devenu le président en 1984. Au niveau fédéral, la carrière de Pascal Couchepin a débuté en 1979 lorsqu'il est entré au Conseil national sur les listes du Parti radical démocratique (PRD).
Le 11 mars 1998, il a été élu au Conseil fédéral. Du 1er avril 1998 au 31 décembre 2002, il a dirigé le Département fédéral de l'économie et, le 1er janvier 2003, il a repris la succession de Ruth Dreifuss à la tête du Département fédéral de l'Intérieur.
Pascal Couchepin est marié et père de trois enfants.

La formation prégraduée et postgraduée est une autre de ces revendications.
Que souhaitent les médecins de famille concrètement?

Ils demandent entre autres revendications que la médecine de famille reste une discipline universitaire et que les «Instituts de médecine de famille» soient créés dans certaines universités.
Ce n'est pas contesté.

Mais si! Certains de vos fonctionnaires au sein de l'OFSP réfléchissent, semble-t-il, à des projets comme Eurodoc ou autres, selon lesquels il s'agirait d'introduire des formations et des diplômes aux exigences beaucoup moins élevées. Cela, jamais les médecins de famille ne l'accepteront.
Il s'agit d'une discussion en cours. Pour qu'une discussion ait lieu, il faut pouvoir aborder tous les sujets sans aucun tabou. Je souhaite entendre les arguments des deux côtés. La solution finale ne dépendra pas forcément de moi.

Que voulez-vous dire?
Je ne suis pas responsable de tout dans ce pays, même pas dans mon domaine, la politique de la santé. Cette question est d'abord un sujet abordé par les organisations professionnelles et les universités. Je ne veux et ne peux intervenir dans le débat. Mais je trouve très important que l'opinion des médecins de famille soit entendue. Toutefois, il ne faut pas bloquer le débat sur des alternatives possibles; ce serait antidémocratique.

Quel est votre avis personnel sur la question?
Je ne souhaite pas ici donner une opinion définitive sur ce sujet.

Abordons la question de la situation de la médecine de famille aujourd'hui en Suisse. Pourquoi selon vous y a-t-il aujourd'hui pénurie de généralistes et de médecins de famille?
Je ne suis pas sûr qu'il y ait réellement pénurie de médecins de famille et qu'il ne s'agisse pas plutôt d'un problème de répartition géographique des praticiens. Il est possible que dans certaines régions, ce manque de praticiens soit sensible.

Il est un fait que de nombreux jeunes médecins délaissent la profession.
Nous ne vivons pas dans un état autoritaire où l'on pourrait contraindre les individus à exercer telle ou telle profession. Il faut savoir pourquoi les jeunes médecins ne veulent plus embrasser cette profession et il faut lever les obstacles; on ne peut imposer aux jeunes de devenir médecins de famille si la responsabilité est trop lourde ou si la solitude est trop pesante. Nous sommes prêts de notre côté à engager le débat pour analyser ce que l'on peut faire pour procurer un allègement à la médecine de famille. Il faut une action des cantons, des pouvoirs politiques, des médecins eux-mêmes. On ne peut résoudre ce problème d'une manière paternaliste et autoritaire.

Alors comme alléger la tâche du médecin de famille?
Je ne crois pas que l'on puisse avoir un système de santé guidé par le haut et où les gens doivent passer par les mêmes canaux. J'en veux pour preuve les constats d'échecs souvent établis sur les systèmes où le médecin de famille joue le rôle de «gatekeeper», d'intermédiaire obligé. Je suis convaincu que le système du Managed care est positif dans de nombreux cas, mais ce n'est pas non plus un constat absolu. Je suis convaincu que le système du médecin est un très bon système, sous certaines conditions, mais il ne faut pas non plus en faire quelque chose d'obligatoire. Dès que vous donnez un caractère obligatoire à un système, il y a tout de suite des privilèges, des défauts qui apparaissent. Le système de santé de l'avenir sera marqué par une très grande diversité d'approches. Il faut laisser au système de santé une grande liberté pour qu'il s'adapte aux besoins de chacun.

Quel doit être le rôle du médecin de famille dans ce système?
Il doit en premier lieu être un bon médecin et ne pas s'occuper d'objectifs politiques. Ce faisant, il permet le bon fonctionnement du système. Il doit s'assurer que le patient accède au traitement dont il a besoin, ce qui en fait un de ces principaux acteurs en matière de prévention.

Revenons-en à la manière dont on devrait, selon vous, améliorer la situation de la médecine de famille. La levée de l'obligation de contracter, le libre marché et la concurrence représentent, selon vous, la solution. Est-ce vraiment suffisant?
Parlons clair! La suppression de l'obligation de contracter suscite chez les médecins une grande polarisation qui bloque toute discussion. Je ne sais pas vraiment d'où viennent toutes ces peurs. Les médecins de famille précisément profiteraient de cette mesure. Libérés de cette obligation de contracter, de nombreux médecins pourraient aller s'établir dans des régions périphériques; ils gagneraient certainement mieux leur vie que dans les régions où il y a pléthore de médecins. Cela favoriserait l'équilibre entre assureurs et médecins, deux partenaires de force égale. Une négociation ne se fait pas d'une manière globale mais de cas en cas. Une assurance-maladie a des clients dans une vallée, elle a besoin de servir ses clients. Ce n'est pas parce qu'une caisse est forte à Zurich ou à Genève qu'elle ne doit pas l'être ailleurs. Les assurés du Seeland veulent avoir un praticien, sinon ils changent de caisse.

Croyez-vous vraiment que la population partage dans sa majorité cette conception d'un marché de la santé entièrement libéralisé?
La population ne veut pas du libéralisme à tout crin. Mais la population veut encore moins l'alternative; la pénurie, le rationnement, l'aigreur et l'étatisme. On ne peut bloquer l'évolution aujourd'hui: ou elle va dans le sens d'une plus grande liberté, d'un plus grand choix, ou alors c'est celle d'une plus grande intervention de l'Etat avec des contrôles, des règles générales injustes à l'égard des très nombreux cas particuliers, le manque de souplesse, la réduction de l'innovation et finalement la pénurie.

Le Conseiller fédéral Pascal Couchepin, interviewé par Bernhard Stricker (à gauche) et Bertrand Baumann (à droite).

N'y a-t-il pas un problème de communication avec la population par rapport à cette évolution?
Non. La situation a été très favorable ces dernières années, mais elle évolue avec l'augmentation des coûts. Je m'efforce de freiner l'évolution négative des coûts. La population voit bien que si on laisse aller le système, il n'a pas d'avenir. On ne peut pas revenir à une situation qui prévalait il y a cinq ou dix ans. L'évolution des techniques, l'introduction de l'obligation de s'assurer a changé les données du système.

En ce qui concerne la médecine de famille, qui est votre interlocuteur: la FMH ou les associations de médecins de famille qui ont organisé la manifestation?
Mon interlocuteur, c'est le Parlement. Je discute et négocie avec le Parlement qui prend la décision finale. Mais je sais pertinemment que sans le soutien des milieux concernés, on ne peut faire passer un message devant le peuple.

Et qui sont les milieux concernés au sein du corps médical?
Tous ceux qui sont prêts à débattre raisonnablement et d'une manière constructive. J'ai rencontré une ouverture réjouissante auprès de la délégation des médecins de famille qui est venue me voir fin avril, ce qui ne veut pas dire qu'il y avait d'emblée unanimité avec mes propositions. Cette visite m'a conforté dans l'opinion que j'ai des médecins de famille, qui abordent les problèmes avec un esprit constructif et avec modestie et qui connaissent les problèmes des individus bien mieux que personne. J'ai beaucoup de respect pour ces professionnels, car ils font un travail difficile et ils doivent prendre leurs décisions souvent dans la plus grande solitude. A chaque fois que je parle à un médecin de famille, j'ai l'impression d'apprendre quelque chose.

Pouvez-vous brièvement nous décrire comment vous voyez le médecin de famille de demain? Dans quel système travaille-t-il, comment est-il formé, quelle est sa position?
Je ne suis pas en mesure de vous le dire car cela ne dépend pas de moi mais de ce que la société veut. La question essentielle pour moi est de savoir: à l'avenir encore, y aura-t-il encore des personnes disposées à exercer cette profession dans des conditions nouvelles, c'est-à-dire sans obligation de contracter et qui sont également prêtes à avoir un revenu moindre que d'autres médecins plus spécialisés. Je suis pour ma part convaincu que ce sera le cas, et je pense que l'on trouvera de jeunes médecins qui accepteront ces conditions car la profession de médecin de famille est fantastique. Il va de soi que certains ont peur de cette situation. Mais si nous, responsables politiques, parvenons à éliminer ces peurs ou au moins à les minimiser, nous aurons franchi un grand pas.

Notre question voulait vous faire parler des principes qui nourrissent votre politique et moins sur ce qui est politiquement possible de faire.
Pour aboutir à quoi?

Un projet politique global donne la marche à suivre et nourrit une ligne politique …
La société évolue en permanence. Nous n'avons pas prise sur ce processus et nous ne pouvons pas non plus l'influencer. Nous devons accepter cet état de fait que ça nous plaise ou non. Juger cette situation d'un point de vue moral ne nous amène pas à grand-chose. Nous devons simplement nous interroger sur ce qu'il est politiquement possible de faire et ce n'est qu'ainsi que l'on peut parvenir à des solutions. La direction est donnée par l'évolution et ce que j'en pense n'a aucune influence.